

BECKERICH DAVILMA Stéphanie

Née le 03/03/1985, Mariée.

108 Rue Suzanne, 83000, Toulon

beckerich.stephanie@gmail.com



I. Cours universitaire

- 2008 - 2014 : Doctorat de droit public, mention très honorable avec les félicitations du jury, autorisation de publication en l'état.

Thèse : *Constitution et assemblées régionales. Etude comparée des expériences française, italienne et espagnole*. Soutenue à Toulon le 13 décembre 2014.

Jury : M. BAUDREZ, Professeur à l'Université de Toulon (Directeur), T. DI MANNO, Professeur à l'Université de Toulon (Directeur), A. LOPEZ DE LA OSA ESCRIBANO, Professeur à l'Université Complutense de Madrid (Rapporteur), A. MORRONE, Professeur à l'Université de Bologne, A. ROUX, Professeur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence (Président), M. VERPEAUX, Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne, Paris I (Rapporteur).

- 2008-2011 : Préparation aux fonctions d'enseignant-chercheur, CIES Provence-Côte d'Azur-Corse.
- 2008 : Master 2 recherche « Droit comparé des Etats euro-méditerranéens », Université de Toulon, mention bien.
- 2007 : Master 1, droit public, Université de Toulon, mention bien.
- 2006 : Licence de droit, Université de Toulon, mention bien.

II. Articles, chroniques, notices et commentaires

« Assemblée délibérante », notice pour le *Dictionnaire encyclopédique de la Décentralisation* sous la direction de V. Aubelle, C. Courtecuisse, N. Kada et R. Pasquier, Berger-Levrault, 2017, pp. 80-85.

« Comment faciliter l'accès aux fonctions électives pour parfaire la démocratie représentative italienne ? », *La lettre Italie*, n°9, 2016.

« La rigueur prévisible de la Cour constitutionnelle à l'égard des revendications autonomistes vénitiennes » in « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXXI-2015, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2016, pp. 816-818.

« A quand la nouvelle *République autonome de Venise* ? », *La lettre Italie*, n°8, 2016, pp. 8-9.

« La création des métropoles par la loi *Delrio*. Un projet ambitieux, mais encore inachevé », *La lettre Italie*, n°7, octobre 2015, pp. 7-8.

« L'intransigeance de la Cour à l'encontre des ministres souhaitant échapper à la mise en jeu de leur responsabilité », in « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXX-2014, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2015, pp. 822-823.

« La perspective incertaine d'un contrôle de constitutionnalité assumé des règlements parlementaires », in « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXX-2014, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2015, pp. 823-824.

« L'expropriation pour cause d'utilité publique et la protection du littoral dans la jurisprudence administrative », *Droit administratif*, Paris, Lexisnexis, n°6, juin 2015, pp. 19-25.

« La présomption d'innocence de l'agent public à l'épreuve de la protection du service », *Actualité juridique Fonctions publiques*, Paris, Dalloz, novembre-décembre 2014, n°6, pp. 346-354.

« La difficile conciliation entre l'objectif national de réduction des dépenses publiques et la protection des autonomies locale et régionale » in « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXIX-2013, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2014, pp. 801 et s.

« L'autonomie régionale mise à mal par la politique nationale de restriction des dépenses publiques » in « Chronique Italie », *Annuaire International de Justice Constitutionnelle*, XXVIII-2012, Paris, Aix-en-Provence, Economica, P.U.A.M., 2013, pp. 813 et s.

« L'inconstitutionnalité partielle du régime dérogatoire applicable aux gens du voyages », *Revue Française de Droit Constitutionnel*, Paris, PUF, n°93, 2013, pp. 199-202.

III. Communications

« La fragilité du droit à l'oubli à l'ère des fichiers de police » in *Protection des données personnelles et Sécurité nationale*, VIIIe journée de l'UMR DICE, Toulon, 27 novembre 2015 (Publication des actes, à venir).

« L'assemblée régionale est-elle une assemblée politique ? Étude comparée des divergences lexicales en droit français, italien et espagnol » in *L'Assemblée délibérante, avenir de la démocratie locale ?*, sous la direction de J.-F. Brisson, Bordeaux les 20 et 21 novembre 2014, L'Harmattan, 2015, pp. 105-123.

« La préservation du pluralisme religieux à travers la protection de la liberté de religion en Méditerranée », in *Existe-t-il un patrimoine commun euro-méditerranéen ?*, Doctoriades euro-méditerranéennes, Toulon, 7 et 8 décembre 2010. Communication publiée in *Les Cahiers du CDPC*, n° 9, 2012, pp. 159-172.

« La protection des droits politiques des gens du voyage », in *Droit constitutionnel et sciences humaines et sociales*, atelier du VIIIème Congrès de l'Association française de droit constitutionnel, Nancy, les 16, 17 et 18 juin 2011.

« La définition juridique du vin », in *Le vin dans l'espace euro-méditerranéen*, Doctoriades euro-méditerranéennes, Toulon, 1er et 2 octobre 2009. Communication publiée in *Les Cahiers du C.D.P.C.*, n°8, 2011, pp. 89-98.

IV. Enseignements et formations

- 2014-2017 : Intervenant occasionnel au Centre National de la Fonction Publique Territoriale.
Domaines d'intervention : Approche générale du droit public ; Prévention du contentieux ; Connaissances des institutions ; Droit des collectivités locales.
- 2012/2013 : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Université de Toulon.
Matières enseignées en travaux dirigés : Droit constitutionnel, Licence 1 ; Droit administratif, Licence 2 ; Droit des libertés fondamentales, Licence 3 ; Droit international public, Licence 3.

- 2011/2012 : Attachée temporaire d'enseignement et de recherche, Université de Toulon.
Matières enseignées en travaux dirigés : Droit constitutionnel, Licence 1 ; Droit administratif, Licence 2.
- 2008/2011 : Monitrice de l'enseignement supérieur, Université de Toulon.
Matières enseignées en travaux dirigés : Droit constitutionnel, Licence 1 ; Droit administratif, Licence 2.